

Le pouvoir aux travailleurs

20 novembre 2005

N° 120

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
-AUCUNE ILLUSION A SE FAIRE SUR LE GOUVERNEMENT QUI SORTIRA DE LEUR CHAPEAU!	2 - 3
-RENTREE SCOLAIRE AVENIR BOUCHE POUR LES ENFANT ISSUE DES CLASSES PAUVRES	4
-LA FUITE DU CACAO IVOIRIEN VERS LES PAYS VOISINS : "L'AGRICULTURE AU PAYSANS" DE LA DEMAGOGIE !	4 - 5
- MALGRE LES LOIS, L'EXCISION CONTINUE DE FAIRE DES VICTIMES	6
- TEMOIGNAGE SUR DES CAS DE CORUPTION	6 - 7
- ACCORD DE DUPES ENTRE COMMERCANTS ET FORCES DE L'ORDE ET DE DEFFENSE	7 - 8
- SITUATION DES OUVIERS AGRICOLES DANS LES PLANTATIONS SICOR A GRAND LAHOU	9 - 10
- LA SITUATION DES RETRAITES EST INACCEPTABLE!	10
- LES EPLUCHEUSES D'ABOBOTE: L'EXPLOITATION AU QUOTIDIEN	10 - 11
- UN BEL EXEMPLE DE SOLIDARITE	11

**AUCUNE ILLUSION A SE FAIRE
SUR LE GOUVERNEMENT QUI SORTIRA DE LEUR CHAPEAU !**

Les marchandages vont bon train entre les différents partis politiques, pour se partager les postes clés à pourvoir dans le gouvernement de transition. Après plus de vingt jours de discussions et l'implication des grandes puissances, même le nom du futur Premier ministre n'est pas encore connu. Trois chefs d'Etat africains, celui du Nigéria, de l'Afrique du Sud et du Niger, ont été dépêchés à Abidjan le 22 octobre pour convaincre les protagonistes de se mettre d'accord sur le choix du futur Premier ministre. Au moment où nous écrivons les tractations sont en cours.

Quel est donc l'enjeu? Quand on sait que le gouvernement qui sortira de ces négociations aura avant tout pour tâche d'organiser les élections, à commencer par les présidentielles, chacun veut évidemment en avoir le contrôle, pour pouvoir mieux bourrer les urnes et se donner plus de chances de les emporter. Ce n'est pas seulement un poste de président de la République et la possibilité pour celui-ci de s'en mettre plein les poches qui est en jeu pour ces gens, mais c'est aussi plusieurs centaines de postes plus ou moins lucratives pour son clan. C'est à cause de leur compétition pour le contrôle du pouvoir depuis toutes ces années qu'ils ont fini par la guerre dans ce pays. Il n'est donc pas surprenant qu'ils n'aient pas réussi à régler au bout de vingt jours de concertations, ce qu'ils n'ont pas su régler depuis la mort de Houphouët Boigny, y compris les armes à la main !

La grande bourgeoisie, c'est-à-dire, les banquiers, les industriels, les exportateurs, les importateurs, ceux qui contrôlent le port, l'aéroport, l'eau, l'électricité, le gros commerce, etc, ne sera pas perdante quelle que soit la composition du gouvernement qui sortirait à l'issue des tractations en cours. Que ce soit le FPI, le PDCI ou le RDR et consorts, tous ont en commun d'avoir servi - et d'être à nouveau prêts à le faire - les intérêts du grand capital. Même le FPI qui fait de la démagogie anti-français ne

trompe que son propre monde. La reconduction pour 15 ans de la CIE au groupe Bouygues avec en prime une quinzaine de milliards donnés gracieusement par l'Etat à ce gros capitaliste, ce que même le PDCI n'avait pas osé faire, confirme que le FPI ne cherche pas à remettre quoi que ce soit en cause de ce côté là.

Cela dit, il n'est nulle part écrit que cette grande bourgeoisie, à commencer par l'impérialisme français et américain, qui a des grands intérêts non seulement dans ce pays, mais aussi dans la sous région, laisse encore longtemps les partis se disputer le pouvoir. La désorganisation et le climat de perturbation qui en résultent nuisent à la bonne marche des affaires. Il n'est pas dit que les capitalistes ne soient pas tentés d'imposer un pouvoir militaire en Côte d'Ivoire. Si un Mathias Doué s'est déjà porté candidat, un Mangou pourrait tout autant faire leur affaire. Ce qui est certain c'est que quel que soit le régime, civil ou militaire, que l'impérialisme aura choisi, ce sera une dictature contre les classes pauvres.

Les conditions d'existence des populations pauvres, et particulièrement celle de la classe ouvrière, sont catastrophiques dans les villes comme dans les campagnes. Les travailleurs ne sont plus seulement écrasés par la misère, ils sont bafoués dans leur dignité d'hommes. Non seulement ils doivent quémander un travail mais aussi accepter un salaire de misère. Nombreux sont aujourd'hui les travailleurs qui n'arrivent plus à subvenir à leurs besoins vitaux.

Alors, oui, la classe ouvrière n'a aucun ami, ni aucun sauveur sur qui elle peut compter pour la sortir de cette situation. Elle doit trouver en elle-même la force nécessaire pour non seulement s'organiser en tant que force sociale capable de se défendre contre la bourgeoisie qui l'exploite et l'opprime, mais aussi pour se défendre contre ses faux amis qui cherchent à creuser un fossé ethnique, national, tribal, religieux ou autre pour l'affaiblir, pour le plus grand bien de la classe exploiteuse.

RENTÉE SCOLAIRE : AVENIR BOUCHÉ POUR LES ÉLÈVES ISSUS DES CLASSES PAUVRES

La rentrée des classes s'est tenue officiellement le 10 octobre passé. Cette année encore elle a été très timide. Parents et élèves ne se sont pas beaucoup pressés pour les inscriptions. Une fois de plus, le problème des classes surchargées se pose. Même "la double vacation" instaurée dans les écoles d'enseignement public, ne semble pas pouvoir résorber le problème. Au contraire elle entraîne l'éducation sur d'autres pentes dangereuses. Non seulement cela oblige les élèves à faire des cours à des horaires inhabituels, mais aussi les enseignants et le personnel d'encadrement sont débordés par le nombre d'élèves et les heures de service. Dans ces conditions il va sans dire que la qualité de l'enseignement et de la formation en est durement affectée.

Beaucoup seraient tentés de dire que cette situation est consécutive à la situation de guerre que connaît la Côte d'Ivoire. Cela n'est vrai qu'à moitié. Il nous suffit de remonter aux années d'avant la guerre pour qu'on se rende compte que même à ce moment là, la jeunesse était confrontée aux mêmes difficultés. Dans les pays de la sous-région comme le Sénégal ou le Ghana on n'est certes pas en guerre, mais on

s'aperçoit que la jeunesse y est confrontée aux mêmes difficultés.

On voit clairement que les discours ronflants des politiciens sur la "jeunesse" sont en complet déphasage avec le vécu quotidien. Aujourd'hui dans nos pays, les populations sont à 70 %, voire même 80 % jeunes, c'est-à-dire ayant moins de 35 ans. Une large part de cette population est écartée de la voie de l'instruction, à cause de la pauvreté de leurs parents et de l'insuffisance des écoles. Pour ceux qui ont la chance de pouvoir commencer les études, vu les conditions difficiles, beaucoup abandonneront aux portes du collège ou du lycée. Pour la minorité qui obtiendrait quelques diplômes, il lui faudra encore "du piston" pour un premier emploi. Cet emploi une fois obtenu, c'est souvent difficilement qu'ils parviennent à subvenir à leurs besoins du fait des salaires trop bas.

Voilà l'avenir que cette société réserve à la plupart des jeunes. Le plus souvent on peut toujours penser à pouvoir tirer individuellement son épingle du jeu. Mais combien y parviennent ? Mais même pour cette stricte minorité, il faut être salaud et arriviste (à la Bié Goudé ou à la Soro Guillaume) ou faire de la lèche aux galonnés ou autres tenants du pouvoir.

LA FUITE DU CACAO IVOIRIEN VERS LES AUTRES PAYS LIMITROPHES : « L'AGRICULTURE AUX PAYSANS », DE LA DEMAGOGIE !

La nouvelle campagne de café cacao de cette année a débuté avec un prix d'achat bord champ peu reluisant pour les paysans. Evidemment, la conséquence est la fuite des produits agricoles vers les pays limitrophes comme le Ghana où, le prix est plus élevé.

Depuis quelques semaines, les journaux ne cessent de s'en prendre aux paysans qui vendent le fruit de leur travail dans les pays voisins. Mais ces mêmes journaux n'expliquent pas les réelles causes de cette fuite. En plus des producteurs de café cacao,

les paysans qui produisent de l'anacarde dans l'Est du pays prennent aussi la route du Ghana. Parce que le Kg d'anacarde qui coûte en Côte d'Ivoire 200 F est acheté au Ghana à 300 F, quant au cacao, c'est pareil. Ici le Kg coûte 300 F et au Ghana 400 F. c'est cette différence de plus de 30% qui fait courir les paysans vers ces pays.

Dans ce pays, depuis toujours les différents gouvernements n'ont rien fait que de spolie les petits paysans. Dans les années 60 où le café-cacao se vendait mieux et où la Côte d'Ivoire était le premier et seul grand producteur, Houphouët avait mis sur pied un système de prévoyance appelé « caisse de stabilisation ». Celle-ci devait en cas de crise dans la filière, juguler les effets néfastes. Ainsi, les paysans ne devraient pas souffrir, en cas de baisse du prix de ces produits sur le marché international. La caisse était sensée assurer un prix minimum. Mais la "Caistab" fut surtout la caisse noire du PDCI. A la première crise en 80, le prix du café et du cacao dégringola vertigineusement.

Gbagbo dans l'opposition, avait violemment critiqué cette caisse noire. Et il avait promis une fois, lui, au pouvoir de remettre la filière aux mains des paysans. Mais cet autre système de gestion, appelé : "rendre à César ce qui est à César" c'est-à-dire la gestion de la production agricole, surtout de la filière café-cacao, aux paysans eux-mêmes, cachait quelque chose. A savoir, à quels paysans allait-on remettre la gestion de la filière ? Est-ce aux pauvres et petits paysans ou à des magnats, à une coterie d'amis ? Evidemment, ce fut un autre pot aux roses du nouveau pouvoir. La gestion de la première structure, la « Bourse du café cacao » fut confiée à

des proches. La manne du café cacao est tellement énorme qu'au sein du parti FPI même, une bagarre interne fit rage pour la désignation de celui qui allait occuper le poste du ministre de l'agriculture. Et le tenant de ce poste de l'époque, pendant qu'il était en mission, fut remplacé par un plus proche de Gbagbo.

Aujourd'hui, la filière est dirigée par une nébuleuse de structures dites de régulation, des structures inutiles qui grugent les petits paysans. Mais aussi par des coopératives fictives qui n'existent que de nom et qui sont financées sur des fonds ou, par des organisations dirigées par des gens qui ne sont pas du domaine agricole comme le cas du fameux Tapé Koufou (patron du journal le National) qui a glissé de la presse à l'agriculture parce qu'il y avait beaucoup à gagner de ce côté.

Le fond du problème pour les tenants du pouvoir n'est pas que les paysans aillent vendre le fruit de leur travail aux plus offrants. D'ailleurs c'est même là un faux procès fait aux paysans. Car ce que les gens du pouvoir ne disent pas, c'est que le tonnage vendu par les paysans eux-mêmes au Ghana ou ailleurs est insignifiant comparé à ce que les gros commerçants, donc les intermédiaires font passer. Ce sont eux qui disposent non seulement des fonds nécessaires à ce négoce mais aussi des camions pour l'évacuation du cacao vers ces pays.

Le problème pour les tenants du pouvoir c'est que le cacao leur procure d'énormes revenus occultes grâce aux différents organismes de contrôles sur lesquels ils ont fait main basse. Et le trafic qui leur échappe c'est autant d'argent perdu pour eux.

L E U R S O C I E T E

MALGRÉ LES LOIS, L'EXCISION CONTINUE DE FAIRE DES VICTIMES!

Les mutilations sexuelles sont une forme parmi les plus brutales de l'oppression et du mépris que de nombreuses femmes subissent.

En Côte d'Ivoire, les autorités ont arrêté des lois qui condamnent cette pratique. Mais nous savons tous qu'une simple loi votée ne peut suffire à enrayer ce fléau. Il faudrait une sensibilisation de masse et une campagne de rééducation. Et en cas de besoin, il faut même contraindre par la force les récalcitrants. Au lieu de cela, on vote des lois et rien.

C'est vrai qu'il y a des organismes non gouvernementaux qui

s'élèvent et militent contre l'excision des femmes ; mais leur action face à ce grand problème est une goutte d'eau dans le désert. Le 17 novembre, l'une de ces ONG a réussi à faire "déposer le couteau" à 70 exciseuses, dont 2 hommes, qui sévissaient dans la commune d'Abobo en plein Abidjan. Ce qui veut dire que la situation dans les campagnes est encore plus scandaleuse.

Voilà encore un mai que les hommes politiques condamnent, mais n'élèvent guère la main contre. Comme quoi pour nos politiciens, les paroles se suffisent à elles-mêmes !

TÉMOIGNAGE SUR DES CAS DE CORRUPTION

Voici un témoignage sur la corruption qu'un de nos amis lecteurs nous fait parvenir.

"La corruption gangrène la société à tous les niveaux. Il m'a été donné de le voir à travers trois situations vécues personnellement.

Premier fait : je suis dans un gbaka qui est sifflé à un barrage de police. L'apprenti réclame les pièces du véhicule au chauffeur pour pouvoir les montrer aux policiers. Le chauffeur qui refuse et lui dit d'aller donner les 500 f comme cela. On s'attendait à une remarque du policier. Que non ! il a pris son argent sans un mot.

Ensuite une autre fois dans le woro-woro, c'est un frère ressortissant de la sous région qui a été obligé de payer 500 f parce que le policier a trouvé que son certificat de résidence datant de 2004 était périmé. Sur ce papier, évidemment, il n'était marqué nulle part la date de validité. Mais le problème du policier n'était nullement de vérifier si les papiers étaient en règle ou pas mais d'extorquer de l'argent.

Le troisième fait s'est passé à la Mairie d'Adjamé. Je suis allé légaliser un papier. Au guichet, l'employé de mairie nous demande qu'en plus de payer les timbres, on devait lui donner

L E U R S O C I E T E

de l'argent pour « boire de l'eau ». Il nous demande 1000 f. Après qu'on lui

Ces trois comportements sont typiques de l'administration et de tous ceux qui à un niveau ou à un autre ont un poste de responsabilité. A tous ces niveaux le racket sévit. Il faut déboursier d'énormes sommes d'argent pour être admis à certains concours, le mérite ne comptant plus. Pour se faire établir le plus petit document, il faut « mouiller la barbe » à quelqu'un sinon tu peux attendre longtemps. Aujourd'hui pour avoir du boulot ou un quelconque stage, il ne suffit plus d'avoir un diplôme, il faut être pistonné ou payer de l'argent. Et

ait fait comprendre qu'on n'avait rien, il est descendu à 500 f.

pour quel salaire ? Autant dire que pour un enfant de pauvre, les parents ont beau se sacrifier pour payer ses études, il n'est pas sûr de pouvoir travailler un jour. Les « Forces de l'Ordre » ont érigé le racket en une institution légalisée. En plus des conducteurs de gbakas et autres véhicules de transport, ils s'attaquent surtout aux pauvres gens qu'ils dépouillent de tout. Ils savent bien que même s'ils vont se plaindre, ils auront peu de chance d'avoir gain de cause.

C'est révoltant et il faudrait que ça change!"

ACCORD DE DUPES ENTRE COMMERCANTS ET FORCES DE L'ORDRE ET DE DEFENSE

Pour lutter contre les rackets des policiers, gendarmes et autres militaires, la « fédération nationale des commerçants de Côte-d'Ivoire » vient une fois de plus, de signer un accord avec leurs états-majors respectifs, pour le compte de la ville de San-Pédro et autres villes de province.

La Côte d'Ivoire, comme tous les pays pauvres du monde, est gangrenée par la corruption. A tous les niveaux de l'administration de l'Etat, on ne peut obtenir un papier officiel sans qu'un sou ne te soit soutiré. Mais les champions en la matière sont les « forces de défense et de sécurité » parce qu'ils imposent la corruption par la force de leur arme. Et gare à celui qui impose une résistance, il est abattu immédiatement ; comme c'est le cas fréquemment des chauffeurs de transport interurbain. Et ces crimes sont classés par la presse dans la catégorie des « bavures policières ».

Depuis des années, les commerçants et les transporteurs, cherchent des voies et moyens pour

diminuer sinon mettre fin à cette gangrène si cela est possible. C'est ainsi qu'ils multiplient des colloques, des tables rondes, des conférences et autres pourparlers qui sont toujours voués à l'échec, parce que le mal est plus profond. Il y a de cela quelques jours, la nouvelle trouvaille est la « feuille de route », un système qui devait permettre par exemple aux coopératives de café cacao d'économiser 270 000 F cfa par voyage entre San-Pédro et Abidjan. Parce qu'une fois le camion chargé à San-Pédro ou à Abidjan en présence des douaniers et autres corps militaires, une feuille de route où les marchandises chargées sont inscrites, est remise au chauffeur. Cette feuille qui coûte 30.000 F devrait être présentée à tous les points de contrôles.

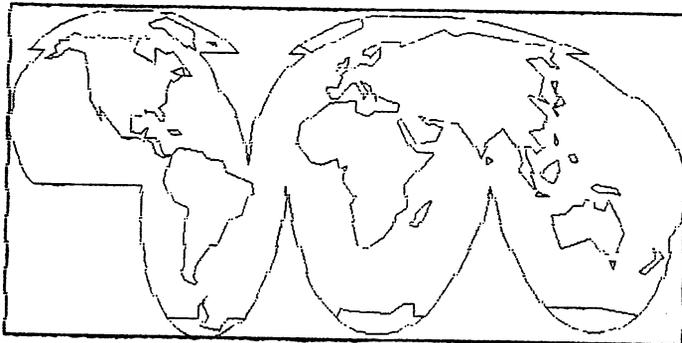
Mais une feuille similaire existe déjà depuis quelques années suite à un accord entre l'OIC (l'office ivoirien des Chargeurs) et ces mêmes militaires, tous corps compris. Et cela n'empêche pas les racketteurs. Ils

L E U R S O C I E T E

foulent aux pieds quotidiennement ces dispositions.

C'est pourquoi cette autre trouvaille ressemble à un contrat de dupes entre les commerçants qui d'un

côté croient trouver une solution à leur souffrance et de l'autre côté les forces de défense et de sécurité qui semblent se moquer parce que ce n'est pas une simple feuille qui arrêtera cette gangrène.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SITUATION DES OUVRIERS AGRICOLES DANS LES PLANTATIONS SICOR A GRAND LAHOU: CE N'EST PAS L'ESCLAVAGE, NI LES TRAVAUX FORCÉS MAIS CE N'EST PAS MEILLEUR !

Les ouvriers agricoles dans les plantations agro-industrielles de noix de coco situées à Grand Lahou et propriété de la Société Sicor (Société ivoirienne de Coco Rapé) travaillent pour le marché mondial. Ils fournissent du coprah, c'est-à-dire des amandes de noix de coco séchées, à partir desquels est extraite l'huile de coprah pour les usines de cosmétique (par exemple, Unilever) ou pour la fabrication de margarine pour les fast-food, notamment pour les « Mac Donald's », ou encore du coco râpé pour les usines de confiserie, notamment européennes et américaines.

Le travail y est tellement pénible que finalement la relève se fait généralement de père en fils et de mère à fille. Il faut être né dedans pour supporter les conditions d'existence. La rémunération est par ailleurs tellement mauvaise que les ouvriers ont besoin de l'aide de leurs enfants pour améliorer leur revenu.

Le travail des ouvriers dans la production de noix consiste à récolter les noix à l'aide d'une longue perche et d'enlever la bourre à l'aide d'un pieu à débourrer pour ne laisser que la coque et l'amande. Les ouvriers sont aidés généralement par leur femme ou leurs enfants qui se chargent de ramasser et de collecter les noix.

Depuis 2000, après une grève qui avait paralysé la production durant plusieurs mois, la rémunération pour une tonne de noix de coco (un peu moins de 2 000 noix) était passée à 7 400 F. Ces ouvriers, comme tous les insuffisants, les soins quasi inexistantes. Il y a beaucoup de décès, notamment parmi les enfants.

ouvriers agricoles dans ces plantations, sont payés à la tâche. Il suffit, donc, d'une journée de pluie pour que le revenu de la journée soit hypothéqué. Pareil, lorsqu'il y a un problème logistique qui empêche l'évacuation des noix à l'usine, se trouvant à Jacqueville ou, tout simplement, l'arrêt de l'usine. Le revenu mensuel de ces ouvriers varie entre 15 000 f et 70 000 F, suivant les périodes... et, bien sûr, la forme physique de chacun. Il faut être absolument en très bonne santé pour être capable de subir un tel effort physique. A la moindre maladie ou accident, l'ouvrier est hors service et ne doit plus sa survie que grâce à la solidarité des autres ouvriers. Pareil, lorsque l'âge avancé de l'ouvrier ne lui permet plus d'assurer sa pitance. Alors, une collecte est faite pour le renvoyer au village ou au pays. En effet, la grande majorité des ouvriers viennent du Burkina et du Togo.

En plus de la production de noix, il y a la production de coprah. Ici, la majorité sont des ouvrières qui se font aider, cette fois-ci, par leurs filles dès l'âge de 4 à 5 ans. Leur travail consiste à casser les noix en deux et de les disposer sur un four pour les sécher, pour ensuite retirer l'amande de la coque. Ces ouvrières travaillent généralement 12 heures par jour lorsqu'il y a du travail. Leur revenu tourne autour de 12 000 Fr à 15 000 Fr par mois.

Les conditions de vie de tous ces ouvriers agricoles sont pénibles. L'eau manque, l'hygiène est

Depuis le 10 septembre, les activités de Lahou sont à l'arrêt du fait que le patron avait brusquement

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

décidé l'arrêt de l'usine de Jacquville, sous prétexte que le coût de production était trop élevé par rapport aux pays asiatique et qu'il n'arrivait pas à écouler son stock. Il avait choisi exprès la rentrée scolaire où les ouvriers ont beaucoup de dépenses, pour les prendre à la gorge et faire un chantage avant toute réouverture de l'usine. Ainsi, 1000 ouvriers sont au chômage et sans revenu à l'usine et environ 1500 dans les plantations de Grand Lahou, sans compter ceux des autres plantations situées dans les environs de Jacquville et à l'île Boulay.

permettre à tous de reprendre leurs activités. Mais les conditions qu'il a posées c'est la réduction de 100 millions sur le revenu annuel des ouvriers de l'usine, en passant plusieurs d'entre eux, d'un statut de permanent à un statut de tâcherons ! Et ce, avec l'accord du gouvernement ! Quant aux ouvriers agricoles de Lahou, le patron impose un nouveau tarif, en passant la tonne de noix à 6 800 F comme dans les autres plantations de Sidor, contre les 7 400 F payés antérieurement.

Le patron a pris les travailleurs à la gorge pour imposer ses nouvelles

LA SITUATION DES RETRAITES EST INACCEPTABLE !

Maintenant que le patron a épuisé son stock de produit fini, il dit être prêt à ouvrir l'usine et donc

Depuis quelques mois, les retraités sont confrontés à des problèmes de retards du paiement de leur pension. En effet, à Yopougon comme à Dabou, c'est la même situation. Nombreux étaient les retraités qui n'avaient pas encore perçu leur pension au 15 du mois, après plusieurs va et viens au Trésor.

Quand on sait que le peu qu'ils perçoivent ne peut même pas leur permettre de tenir le mois, chacun peut imaginer la souffrance de ces

conditions. Mais ces derniers n'ont pas encore dit leur dernier mot !

retraités qui ont pourtant travaillé toute leur vie durant.

Le gouvernement n'a que du mépris envers les petites gens. Ce n'est pas l'argent qui leur manque. Il en trouve bien pour payer les armes et pour faire toutes sortes de cadeaux aux plus riches. Le dernier cadeau en date dont la presse a fait l'écho c'est le cadeau royal de plusieurs milliards de francs fait à Bouygues, en plus de la reconduite pour 15 ans de son contrat CIE.

LES EPLUCHEUSES D'ABOBOTE : L'EXPLOITATION AU QUOTIDIEN

Les populations de certains quartiers populaires d'Abidjan ne connaissent plus le bonheur de vivre. Chaque jour, elles luttent pour survivre. C'est le cas de certaines

femmes, de surcroît, « déplacées de guerre » qui, pour pouvoir allumer le feu à la maison, parcourent des kilomètres à la recherche de petits boulots.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Dans le sous-quartier d'Abobo appelé Aboboté, les femmes se sont spécialisées dans la fabrication de l'attiéké. C'est une activité très pénible et mal payée de surcroît. Elle consiste à éplucher les tubercules qui servent à la production de la farine de manioc pour la fabrication de « l'attiéké ». Les femmes qui viennent offrir leur service, restent assises au soleil pendant dix à douze heures pour obtenir 500 francs et, plus pour celles qui sont rapides.

En effet, leur gain (salaire journalier) est fonction du nombre de cuvettes d'environ 100 litres remplies. Selon une éplucheuse, depuis qu'elle fait ce travail, jamais elle n'a obtenu plus de 2000 francs par jour.

Cependant elle vient chaque jour très tôt pour repartir très tard. Et elle ajoute : « je viens ici parce qu'il n'y a rien d'autre à faire. Une autre affirme qu'elle le fait avec ses enfants qui ne sont pas scolarisés pour obtenir un peu plus pour le repas du soir.

C'est triste de constater qu'il existe, encore au XXI^e siècle, des personnes qui rentrent à la maison après une journée de dur travail avec ces sommes dérisoires, pendant que ces riches messieurs pillent le pays pour se remplir les poches et que d'autres dépensent par milliards les deniers publics pour l'achat des armes rien que pour consolider leur pouvoir.

UN BEL EXEMPLE DE SOLIDARITE

Depuis l'avènement du CECOS (centre de commandement des opérations de sécurité) qui ne cesse de terroriser les populations, des habitants dans certains quartiers ont commencé à cultiver la solidarité entre eux pour mieux se défendre.

C'est le cas de la population d'Adjamé complexe, il y a une semaine, elle a fait bloc autour d'un commerçant braqué par un agent de la police nationale. Ce dernier arrache l'argent du commerçant en le menaçant avec son arme. La population qui a suivi la scène a prêté main forte au pauvre commerçant et a exigé que le policier restitue son

argent. Face à la menace de la population, le policier fait appel au CECOS. Une fois sur les lieux, les éléments du CECOS, pour camoufler l'affaire, ont voulu embarquer et le commerçant et le policier. Mais une fois encore la population s'est opposée et a exigé que l'argent du commerçant lui soit restitué. Elle leur a fait comprendre que s'il y a quelqu'un à arrêter c'est bien le policier qui a volé l'argent du commerçant. Face à la résistance de la population, l'argent du commerçant lui a été restitué. C'est tout honteux que ces bandits en tenues sont repartis avec leur collègue, sans avoir pu dépouiller leur victime.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.